



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

COPIE

Pôle administratif des installations classées

Réf : PAIC/LS

Annczy, le 16 juin 2017

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N° PAIC 2017-0048

portant modification de prescriptions - Société Thales Electron Devices à THONON LES BAINS

VU le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, le titre IV du livre V relatif aux déchets, et le titre 1^{er} du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R-511.9 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de Pierre LAMBERT, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-2367 du 16 août 2007 autorisant la société Thales Electron Devices à exploiter un établissement de fabrication de tubes électroniques de puissance à grilles et de commutation situé rue Pathé Marconi – zone industrielle de Vongy – 74200 THONON-LES-BAINS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014114-0003 du 24 avril 2014 complétant l'arrêté préfectoral du 16 août 2007 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC 2016-0078 du 28 octobre 2016 mettant à jour les rubriques de la nomenclature des installations classées concernées par le site ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 13 janvier 2016 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 18 mai 2017 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant qu'il convient de rendre identique à celle fixée par l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 la prescription applicable au rejet en perchloréthylène de la machine de lavage de pièces utilisée par l'usine de THONON LES BAINS de la société Thales Electron Devices ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 :

Le contenu de l'article 3.3.7 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3.3.7 – La valeur limite de la concentration globale de perchloréthylène (étiqueté H 351), exprimée en masse de perchloréthylène, est de 20 mg/Nm³ si le flux est supérieur à 0,1 kg/heure. Le flux annuel des émissions diffuses de ce solvant ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvant utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvant est supérieure à 5 tonnes par an. »

Article 2 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° PAIC 2016-0078 du 28 octobre 2016 est abrogé.

Article 3 :

Le contenu de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

N° de rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime : A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration
2564.A.1	<i>Nettoyage, dégraissage de surface par des procédés utilisant des solvants organiques volatils, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 litres</i>	1 945 litres	A
2565-2-a	<i>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc) de surfaces (métaux, matières plastiques, etc) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique n° 2564</i>	Volume totale des cuves de traitement : 13 640 litres.	A
4110.1	<i>Substances et mélanges solides classés pour une toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t</i>	1,139 tonnes	A
4110.2	<i>Substances et mélanges liquides classés pour une toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg</i>	968 kg	A

N° de rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime : A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration
4120.2	<i>Substances et mélanges liquides classés pour une toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t</i>	13,812 t	A
4140.2	<i>Substances et mélanges liquides classés pour une toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</i>	7,210 t	D
2560.B.2	<i>Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW mais inférieure à 1000 kW</i>	Puissance installée : 763 kW	D
2575	<i>Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc, sur un matériau quelconque pour le décapage</i>		D
4715.2	<i>Hydrogène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t</i>	459 kg	D
4725.2	<i>Oxygène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</i>	3,325 t	D
4802.2.a	<i>Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés dans des équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</i>	4 700,8 kg	D
4802.2.b	<i>Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés dans des équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg</i>	Plus de 200 kg	D
4802.3	<i>Stockage de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés : hexafluorure de soufre, la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement</i>	252 kg	D

*A : autorisation, D : déclaration.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 32 du 06 janvier 1997, n° 98-1732 du 19 août 1998 et n° 2004-439 du 02 mars 2004 sus-visés sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 99-2931 du 22 novembre 1999 sus-visé sont abrogées et remplacées par celles de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 : installations par dispersion d'eau dans un flux d'air. Les prescriptions de l'arrêté du 13 décembre 2004 sus visé sont applicables jusqu'à l'arrêt définitif de l'exploitation des quatre tours aérorefrigérantes, lorsque l'installation frigorifique destinée au refroidissement des eaux de procédés sera opérationnelle.

La présente autorisation vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.»

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur général de la société Thales Electron Devices.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif :

- par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui aura été notifiée.
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie de la présente décision
 - la publication de la présente décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge les délais mentionnés ci-avant.

Article 5 :

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de THONON LES BAINS et pourra y être consultée ;

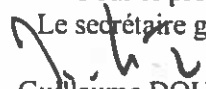
2° Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de THONON LES BAINS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Haute Savoie pendant une durée minimale d'un mois.

Article 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- monsieur le maire de THONON LES BAINS.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Guillaume DOUHERET